gagné Planfayon qui comprend trente-deux maisons.

Quarante-deux maisons ont été réduites en cendres à Planfayon et à Ried : l'église, la poste, les hôtels sont détruits. A midi et demi, le centre du village formait un brasier immense dont les flammes étaient attisées par un vent violent.

Une vieille femme et un jeune homme ont des brûlures graves. Cinquante familles sont sans abri.

Le vent était si fort que des étincelles mirent le feu à un moulin situé à un kilomètre du village ; le bétail est sauvé, mais ores que tout le mobilier est détruit.

La Révolution en Russie

Les Paysans et le Tsar

Les naïves illusions des campagnards dans la justice du tsar s'envolent et les colères montent contre le « Petit Père ». — Meetings monstres dans les villages. — Contre les capitalistes fonciers. — Le tsarisme aux abois. — Vers la constituante.

Pétersbourg, 1er juin. — Les députés russes apportent à l'accomplissement de leurs devoirs, qui ne sont même pas législatifs, un dévouement remarquable.

Le député paysan Andrianoff, vieux loyaliste, représentant, par une curieuse coïncidence, le même département que son fougueux et révolutionnaire collègue Aladyine, est mort des suites du transport au cerveau qu'il a éprouvé à la lecture du programme gouvernemental, déclinant, brutalement la solution de la réforme agraire. Trois de ses camarades sont alités, victimes d'un mal analogue.

Incidents tragiques et d'un symbolisme qui devrait faire réfléchir l'entourage intransigeant du tsar. Car ce vieux député paysan est littéralement mort de désillusion. Il était un des rares moujiks qui avaient conservé une inébranlable confiance dans la personne du tsar, un de ceux qui voient tous les malheurs de la Russie non pas dans le régime autocratique, mais dans la caste des grands-ducs, fonctionnaires et courtisans irresponsables qui sépare la nation du souverain, qui trompe l'un pour exploiter l'autre, qui, en un mot, joue en Russie le rôle des prétoriens à Rome.

Sa foi n'était pas assez forte pour supporter l'écroulement soudain de tous ses espoirs. Il n'a pas trouvé le courage d'affronter le ridicule, comme son coreligionnaire politique Pavloff, lequel a osé dire à la Douma, aux sourires de tous les assistants, qu'il fallait adresser au tsar omnipotent la prière : «Donnez-nous notre pain quotidien» pour être exaucé immédiatement.

Il y a maintenant plus d'Andrianoff que de Pavloff, en Russie. Dans les campagnes, où jusqu'à présent quelques-uns ont pu encore, conserver leurs illusions loyalistes, la foi s'en est allée. La colère a pris la place de l'espoir. Des meetings monstres se tiennent de toute part dans les villages et les innombrables résolutions votées par les moujiks et transmises à la Douma disent unanimement la volonté de tous de ne plus rien attendre du gouvernement, mais de suivre jusqu'au bout les décisions que prendront les représentants de la nation.

Sagesse admirable ! Car, comme la Douma cherche à éviter de toute façon un mouvement d'insurrection agraire pendant qu'elle discute encore la loi de réforme, on peut espérer maintenant que le sang ne coulera certainement pas par la faute du peuple...

Mais en quoi cet heureux présage pourrait-il donner aussi l'espoir d'une solution pacifique du conflit lui-même ? On fait grand cas des dispositions « antisocialistes » des députés paysans. Mais il n'en reste pas moins qu'en dehors de cinq ou six Pavloff, ils appartiennent tous, soit au parti des «Cadets », soit au « Parti du travail » où ils figurent dans l'intime union avec les ouvriers Pour ne se dire pas socialistes, ils n'en réclament pas moins la confiscation des terres de l'État et l'expropriation forcée des particuliers, pour réserver la terre, comme le dit leur programme, « à ceux-là seuls qui la travaillent eux-mêmes ».

C'est, socialiste ou antisocialiste, la condamnation du capitalisme foncier, et il est vraiment à supposer que les partisans du régime actuel se soucient assez peu de savoir s'ils seront expropriés par des moujiks bourgeois ou des moujiks marxistes. Ces distinguos, auxquels le gouvernement paraît dans ses communiqués officieux, attacher une importance véritablement incompréhensible, ne font que montrer plus clairement le manque de plan d'action à la cour.

Tout ce que fait le gouvernement ne tend évidemment qu'à gagner du temps. Mais on n'entreprend rien pour changer le terrible aspect des problèmes en suspens pendant ce délai. On ne sait même plus si l'on doit oser envoyer la Douma en vacances ou non. Le majordome Trépoff avait proposé d'interrompre la session dès le 15 juin, laissant ainsi l'autocratie maîtresse du pays pendant tout l'été. Mais il est lui-même revenu sur ce projet.

C'est qu'on craint maintenant de mettre les députés en contact avec leurs électeurs. Et, à juste titre. L'exaspération à prévoir du fait du renvoi avant le vote efficace d'aucune réforme, se superposerait à la colère soulevée en ce moment. L'insurrection agraire serait presque certaine.

Mais, si l'ajournement est impossible, faut-il laisser la Douma siéger, délibérer, voter à sa guise ? Mais ce serait à brève échéance, la Constituante ! Les grandes réformes rapidement votées et le tsar refusant leur promulgation, une formidable poussée populaire forcera la Douma à les déclarer promulguées de par sa propre autorité. Et les faits accomplis, c'est ce qu'il y a de plus difficile à combattre, en politique...

Alors ?... Alors, le majordome, soudain, ne veut plus rien savoir, et le tsar ne sait plus rien vouloir...

Les Elections Belges

La force des partis. — Intéressante statistique. — Chiffres des voix obtenues en 1902 et 1906 par les cléricaux et l'opposition. — Un rude coup au cléricalisme. Les méfaits du vote plural.

Bruxelles, 1er juin. — Le Peuple de Bruxelles publie la statistique des élections de dimanche dernier comparativement à celles de 1902.

Dans le Brabant, à *Bruxelles*, les cléricaux ont obtenu 115.629 voix en 1902, et en 1906 123.676 voix ; l'opposition (libéraux et socialistes 129.311 voix en 1902, et 155.530 en 1906 ; à *Louvain* : les cléricaux, 45.547 (1902), 49.936 (1906) ; l'opposition 31.092 (1902), 33.491 (1906) ; à *Nivelles* : les cléricaux, 26.780 (1902), 30 210 (1906) ; l'opposition, 35.813 (1902), et 39.779 (1906).

Dans la province d'Anvers les voix se répartissent de la façon suivante : *Anvers* : cléricaux, 70.442 (1902), 75.325 (1906) ; opposition, 60.513 (1902), 68.824 (1906) ; *Malines* : cléricaux, 36.383 (1902), 38.760 (1906) ; opposition, 18.978 (1902), 21.653 (1906) ; *Tournhout* : cléricaux, 33.596 (1902), 36 508 (1906) ; opposition, 7.372 (1902), 8.734 (1906).

Voici les résultats des Flandres :

Bruges : cléricaux, 26.356 (1902), 29.771 (1906) ; opposition, 16.463 (1902), 16.142 (1906). *Furnes* : cléricaux, 32.358 (1902), 33.997 (1906) ; opposition, 16.507 (1902), 19.036 (1906). *Courtrai* : cléricaux, 37.003 (1902), 42.081 (1906) ; opposition, 19.036 (1902), 21.088 (1906). *Ypres* : cléricaux, 25.994 (1902), 28.287 (1906) ; opposition, 11.222 (1902), 11.207 (1906). *Roulers-Thielt* : cléricaux, 45.542 (1902), 44.427 (1906) ; opposition, 6.982 (1902), 10.320 (1906)

La répartition des voix à Namur se présente de la façon suivante : *Namur* : cléricaux, 36.636 (1902), 38.471 (1906) ; opposition, 37.941 (1902), 43.235 (1906) ; *Dinant-Philippeville* : cléricaux 34.497 (1902), 35.519 (1906) ; opposition, 26.954 (1902), 29.574 (1906).

Enfin dans le Luxembourg, les cléricaux obtiennent à *Arlon* 24.727 (1902), 24.873 (1906) ; à *Neufchâteau-Virton*, 21.308 (1902), 22.245 (1906) ; et l'opposition, d'une part, 16.592 (1902), et 18.675 (1906), d'autre part, 15.908 (1902), 16.848 (1906).

Au total : cléricaux, 611.163 (1902), 653.256 (1906) ; opposition, 451.484 (1902), 514.136 (1906).

« Dans les voix cléricales, dit le *Peuple*, sont compris les suffrages accordés à toutes les petites listes : agriculteurs, commerçants, indépendants, etc.

Les cléricaux gagnent donc : 42.093 voix.

L'opposition gagne : 62.652 voix.

La majorité cléricale, qui était de 159.679 suffrages en 1902, tombe à 97.027 voix.

Le recul clérical est donc indéniable et le mouvement en faveur de l'opposition s'est affirmé asse zénergiquement pour culbuter le gouvernement si le régime majoritaire eut été en vigueur.

Sans le vote plural, la domination cléricale aurait vécu. »

DRAMATIQUE EXAMEN

Suicide d'un étudiant. — Les camarades du désespéré veulent lyncher l'examinateur exécré. — Fuite du professeur. Plainte des étudiants au Ministre de l'Instruction publique.

Vienne, 1er juin. — Un incident qui a provoqué une vive sensation dans les milieux austro-hongrois s'est produit à Klausenbourg, en Transylvanie.

Un employé de chemin de fer, Jean Hauri, qui suivait en même temps des cours de droit à l'Université de cette ville, avait été trois fois refusé à l'examen d'économie politique par le titulaire de cette chaire, le professeur Navratil. Or, le règlement n'autorise un candidat à se présenter que trois fois. Pourtant, ayant adressé une supplique à l'empereur, Hauri avait obtenu, à titre de faveur spéciale, l'autorisation de se présenter une quatrième fois. Il se présenta donc. Mais, dès les premières questions qu'il lui posa, le professeur Navratel fit observer à Hauri qu'il était évident qu'il s'était de nouveau présenté sans s'être préparé d'une manière suffisante et il ajouta qu'il serait, selon toute possibilité, de nouveau obligé de le refuser.

A la suite de cette observation, Hauri devint horriblement pâle ; il se mit à trembler et, sortant subitement un revolver de sa poche, il dirigea l'arme contre le professeur.

Celui-ci, effrayé, se sauva à toutes jambes en criant. Alors Hauri, tournant cette fois l'arme contre lui-même, se tira une balle dans la tête, avant que les étudiants présents eussent pu l'en empêcher. Il fut transporté dans un état extrêmement grave à l'hôpital.

La nouvelle de cet incident se répandit parmi les étudiants avec la rapidité de l'éclair. Le professeur Navratil était depuis longtemps connu pour la rage vraiment anormale avec laquelle il faisait échouer les étudiants aux examens : sur cent étudiants qui se présentaient quatre-vingt-dix étaient sûrs d'être refusés.

Aussi, une véritable furie s'empara-t-elle de ces jeunes gens, dès qu'ils eurent appris le suicide de Hauri. Ils se portèrent en masse vers le cabinet du doyen où s'était réfugié Navratil, avec l'intention ferme de le lyncher.

En vain, le recteur de l'Université, le professeur Lukas, s'efforça-t-il de les calmer en leur donnant sa parole d'honneur qu'une enquête sévère sera ouverte. Les étudiants ne voulurent rien entendre. Ils enfoncèrent la porte du cabinet du doyen. Ils n'y trouvèrent plus le professeur exécré. Profitant de l'arrêt causé par l'allocution du recteur, Navratil avait quitté le cabinet par une autre porte et s'était réfugié en ville, chez un de ses amis.

Les étudiants l'y suivirent. Et cette fois-ci Navratil, ne leur aurait certainement pas échappé si la police, prévenue par les autorités universitaires, n'était pas arrivée avant les étudiants et n'avait pas occupé la maison. Ce n'est, du reste, qu'après plusieurs charges que les agents arrivèrent à disperser les assaillants.

Les étudiants décidèrent alors de porter le cas Hauri et tous les « méfaits » précédents de Navratil à la connaissance du comte Apponys, ministre de l'instruction publique, le priant d'ordonner une enquête sévère. Une dépêche en ce sens fut envoyé le jour même au ministre.

D'après les dernières nouvelles, l'état de Hauri est désespéré. On craint que sa mort ne provoque de nouveaux troubles.

L'émotion est, du reste, très grande dans toute la ville où Hauri avait beaucoup d'amis et où sa mort produira une impression d'autant plus grande que l'infortuné employé laissera une veuve et plusieurs enfants mineurs.

Informations
RÉGIONALES

M. Fallières à Tourcoing

Le service d'ordre à la gare et dans la ville. Mesures de police. — Les attelages du landau présidentiel.

MM. Hennion, commissaire principal de la sûreté générale au ministère de l'intérieur, Dupin de la Forcade, commissaire spécial au ministère de l'intérieur, Gril, commissaire spécial, attaché à la direction de la sûreté générale et Pellarin, inspecteur principal de la Compagnie du Nord, sont descendus vendredi, à trois heures et demie du soir, à la gare de Tourcoing où ils ont été reçus par M. Vilain, commissaire central. Ces messieurs ont pris les dernières mesures pour établir à la gare le service d'ordre à l'occasion de la visite de M. le Président de la République.

Ils se sont ensuite rendus à l'Hôtel de Ville dans le cabinet de M. Vilain, commissaire central, où ils ont eu une entrevue concernant le service d'ordre de la ville les 3 et 4 juin. A cette entrevue assistaient MM. Olivi, commissaire de sûreté générale de Paris, le commandant Comte, chef d'escadron de la 1re légion de gendarmerie, Lebas, capitaine de gendarmerie à Roubaix, six agents et un sous-brigadier de la préfecture de police de la Seine et des agents de la sûreté de Lille et de Roubaix.

MM. le commandant de gendarmerie Comte et le capitaine de gendarmerie Lebas se sont également occupés du logement des quatre cents gendarmes qui vont arriver incessamment à Tourcoing.

MESURES DE POLICE

En raison de la venue à Tourcoing de M. Fallières, président dela République, des mesures de police extrêmement sévères sont prises.

Jeudi soir un sous-brigadier et six agents de la préfecture de police de la Seine sont arrivés à Tourcoing ; vendredi matin, deux inspecteurs de la police de sûreté de Lille sont arrivés de Lille. Ces agents sont chargés de la surveillance de la frontière et de voir les étrangers qui viennent loger dans la ville.

LES ATTELAGES DU LANDAU PRESIDENTIEL

Un détachement du 15e régiment d'artillerie, composé de huit hommes sous les ordres de deux maréchaux des logis, est arrivé de Douai vendredi à deux heures du soir. Ce détachement a amené 14 chevaux qui formeront les attelages du landau présidentiel.

L'attelage de ce landau se composera de six chevaux, mais on a prévu le cas d'accident qui nécessiterait le changement de l'attelage

Ce matin, à neuf heures, le détachement d'artillerie se rendra à la gare pour prendre le landau présidentiel et lui faire parcourir l'itinéraire que suivra M. Fallières lundi prochain.

Les artilleurs ont été casernés chez les pompiers rue de la Paix.

Trains supplémentaires

La Fête fédérale de gymnastique qui sera célébrée les 3 et 4 juin à Tourcoing ainsi que la visite du Président de la République vont attirer un très grand nombre de voyageurs à Tourcoing pendant ces deux journées.

Pour assurer le service dans les meilleures conditions, la Compagnie du Nord organisera des trains suplpémentaires qui circuleront continuellement entre Lille, Tourcoing et Mouscron.

De nombreux trains supplémentaires seront, en outre mis en marche entre Tourcoing, Halluin et Menin.

Enfin des trains de plaisir à marche rapide et à prix réduits seront mis en marche le 4 juin sur Tourcoing au départ de Paris, Rouen, Reims, Hirson et Dunkerque.

Des affiches spéciales feront connaître au public les heures de ces trains de plaisir et le prix des billets.

Le public fera bien de tenir compte de ce que, en raison des mesures imposées pour la réception et le départ du Président de la République dans la gare de Tourcoing, le 4 juin, l'arrivée et le départ des trains dans la période de dix heures à onze heures du matin et de huit heures à neuf heures du soir,, seront à peu près complètement suspendus.

Le Scandale Municipal de La Madeleine

L'abondance des matières nous oblige à remettre à demain la publication de nouveaux détails concernant le scandale municipal de La Madeleine, et dont nous avons déjà entretenu nos lecteurs.

Dernière Heure

Les Longues Coupes

Interpellation de Basly

(De notre correspondant parlementaire)

Paris, 1er juin. — Basly vient d'adresser la lettre suivante au Ministre des Travaux publics.

Le soussigné demande à interpeller le Ministre des Travaux publics au sujet de la décision prise par le Service des Mines du Pas-de-Calais, autorisant les Compagnies à prescrire, à leurs ouvriers des heures de travail supplémentaires.

C'est pour protester, nous dit Basly, contre l'étrange façon de procéder de l'ingénieur en chef du département que j'ai déposé ma demande d'interpellation.

On décore du nom de « nécessités occasionnelles » la situation actuelle pour autoriser les longues coupes.

Or, les Compagnies, si elles étaient vraiment dans une situation telle qu'elles veulent bien le dire, ne supprimeraient pas la main-d'œuvre comme elles le font. Elles ne renverraient point du personnel et ne procèderaient point à des congédiements.

Si vraiment il y a « nécessité occasionnelle » que les Compagnies fassent travailler tous ceux qui sont sans travail et qu'elles n'ont pas repris et après nous verrons.

Il faut remarquer, nous dit Basly, que les déclarations de l'ancien ministre des Travaux publics M. Gauthier, sont précises à cet égard.

Le prédécesseur de M. Barthou a, soit à la commission, soit à la tribune du Parlement, spécifié que les « nécessités occasionnelles » seraient caractérisées par ce fait que les dépôts des chemins de fer auraient besoin d'être ravitaillés. C'était, comme on voit, en vue de la défense nationale.

Comme rien de pareil n'existe aujourd'hui, c'est donc pour le bon plaisir des Compagnies que l'ingénieur-chef a autorisé les longues coupes. »

LES MINEURS INCARCÉRÉS

Intervention de Basly, Goniaux et Guislain auprès de M. Sarrien.

Paris, 1er juin. — Les citoyens Basly hier, Goniaux et Guislain ce matin, sont intervenus énergiquement auprès du président du Conseil pour demander la mise en liberté des citoyens qui ont été arrêtés au cours et à la suite des grèves dernières dans le Nord et le Pas-de-Calais.

Le bureau définitif de la Chambre

Paris, 1er juin. — L'élection du bureau définitif aura lieu vers la fin de la semaine prochaine. Il est à peu près certain que les quatre sièges de vice-présidents seront attribués à MM. Caillaux, de l'Union démocratique ; Cruppi, de la gauche radicale ; Rabier, de la gauche radicale-socialiste et Berteaux, de l'extrême gauche.

Les groupes socialistes indépendants se verraient attribuer un poste de questeur à M. Colliard, député du Rhône, les deux autres postes restant acquis à MM. Chapuis de la gauche radicale et Pajot de la gauche radicale-socialiste.

LES SOCIALISTES UNIFIÉS

REUNION DU GROUPE A LA CHAMBRE

Paris, 1er juin. — Le groupe du parti socialiste unifié, réuni sous la présidence de Alpy, a procédé à la nomination de son bureau et des délégués au Conseil national.

Sont nommés secrétaires : Dejeante, Devèze, Groussier.

Trésorier archiviste : Delory.

Délégués titulaires au Conseil national : Allemane, Brousse, Paul Constans, Delory, Groussier, Jules Guesde, Jaurès, Pressensé, Rouanet, Sembat, Vaillant, Weber, Wilm.

Délégués suppléants : Vetoulle, Blanc, Breton, Ghesquière, Melin, Fozier, Thivrier, Varenne.

Après un long débat, le groupe a décidé d'interpeller le gouvernement sur sa politique générale et notamment sur son action contre la classe ouvrière.

Une demande d'interpellation sera déposée par les citoyens Jaurès, Basly, Paul Constans, Sembat, Vaillant, Wilm, Meslier, Jules Guesde, désignés par le groupe pour la développer.

Le groupe a ensuite décidé de faire signer par chacun de ses membres, à chacune de ses réunions, une feuille de présence.

Le groupe s'est ajourné à mercredi prochain.

Les Socialistes parlementairss

Paris, 1er juin. — Le groupe des socialistes parlementaires a reçu aujourd'hui l'adhésion de trois nouveaux membres : MM. Ledin, Mahieu et Camuzet. Ce dernier appartenait au groupe socialiste unifié.

Le groupe des socialistes parlementaires est à l'heure actuelle composé de 25 membres.

La DOUMA

La question agraire

Pétersbourg, 1er juin. — La Douma réunie cet après-midi sous la présidence du prince Dolgourold, a continué la discussion de la question agraire.

Le prince Volf critique le projet présenté à la Douma. Il prévoit le même despotisme bureaucratique dont la Russie a tant souffert, si le projet se réalisait en dehors des conditions pratiques. Il est impossible de réformer le pays entier sur la base d'une formule dictée de Saint-Pétersbourg.

Le professeur Locof, représentant le groupe du travail, dans un discours très long, demande que toutes les terres soient distribuées aux paysans, car la terre est l'unique moyen de salut contre la famine. La première Douma ne saurait résoudre la question agraire, mais elle doit faire tout ce qu'elle peut.

Le président annonce que 98 orateurs désirent parler. La Douma rejette une proposition tendant à suspendre l'inscription de nouveaux orateurs ; 35 orateurs inscrivent alors leurs noms en plus des 98 déjà inscrits. Le baron Kopp, archevêque catholique de Vilna, dit que le projet de loi agraire peut créer des espérances irréalisables pour le peuple, et provoquer une guerre civile dans chaque village. Les spéculateurs trouveront toujours moyen d'éluder la loi. L'orateur demande la solution de la question par des comités locaux, avec direction générale émanant de la Douma.

Il ne faut pas prendre de décision qui serait jugée violente. La Douma est un parlement. L'autocratie n'est qu'un titre historique en Russie.

Il faut éviter que la Douma dégénère en assemblée de plusieurs centaines d'autocrates qui violeraient les droits de minorité. L'expropriation forcée de la terre et la création de la propriété foncière par l'Etat pour la distribution des terres aux paysans, constitueraient une violence impardonnable.

M. Nazarenko, député paysan, dans un discours véhément, déclare que les débats sont inutiles La question sera résolue par les paysans eux-mêmes, pour qui la terre est la même chose que le sein d'une mère pour ses enfants.

L'orateur dit qu'il n'y a aucun droit de propriété sur les terres qui permette la concentration de domaines immenses entre les mains d'une seule personne ou qui rende cette concentration possible.

Il demande à la Douma de cesser ce débat et de charger une commission de 33 membres de l'élaboration d'un projet, autrement les paysans résoudront la question à leur gré, et il sera trop tard pour remédier au mal.

La séance est ensuite suspendue.

Mutinerie à bord d'un Torpilleur

Toulon, 1er juin. — Une mutinerie a éclaté à bord du torpilleur 250 pendant son séjour à Bonifacio.

Le torpilleur *250*, avec le *193*, le *155* et la *Hallebarde*, avait appareillé mardi matin à Toulon, et, après divers séjours dans les ports de la Corse, cette division s'était arrêtée le 29 à Bonifacio. Dès que le 250 fut à quai, tout l'équipage sauta à terre avec les sacs. Le lieutenant de vaisseau Tribouillet leur intima l'ordre de rentrer, mais les matelots n'obéirent que sur l'intervention du lieutenant de vaisseau Guyon, commandant la *Hallebarde*.

A plusieurs reprises, l'équipage avait manifesté son mécontentement à l'égard du commandant pendant la traversée. Les matelots, obéissant à deux de leurs camarades, finirent par quitter le bord. Ces derniers ont été arrêtés à Toulon.

Le lieutenant de Verthamon a été chargé par le préfet maritime d'ouvrir une enquête.

Nominations judiciaires

Paris, 1er juin. — *L'Officiel* publiera aujourd'hui les nominations suivantes :

Juge à Cambrai, M. Chadeffaux passe à Saint-Pol, en remplacement de M. Maromez, démissionnaire.

Juge à Saint-Pol, M. Godefroy, juge à Hazebrouck : Juge à Hazebrouck, M. Coupillaud, juge suppléant rétribué chargé de l'instruction à Lille ; Juge suppléant rétribué à Lille, M. Frémicourt ; Juge à Douai, M. Deblock, substitut à Dunkerque ; Substitut du procureur de la République à Dunkerque, M. Lanoire, substitut à Avesnes ; substitut du procureur de la République à Avesnes, M. Devillez, juge suppléant à Montreuil.

M. Vérin, juge suppléant au tribunal de première instance de Lille, est chargé pour trois ans des fonctions de juge d'instruction.

L'ATTENTAT
contre le roi d'Espagne

Bruits d'arrestation du coupable

Madrid, 1er juin. — Des instructions très précises de la Sûreté générale ont été adressée aux commissaires spéciaux à la frontière franco-espagnole pour le cas où le ou les auteurs de l'attentat criminel dirigé contre le roi et la reine d'Espagne tenteraient de se réfugier en France.

On annonce que l'auteur de l'attentat a été arrêté à Madrid, à la gare du Midi et qu'il est détenu au bureaude police Mediodia. Il aurait fait des aveux et fourni tous les détails de l'attentat. Un anglais nommé Rober Hamilton, inculpé comme complice, a été arrêté également à la gare du Midi. Il a été vu sur le balcon du 88, en compagnie de l'individu arrêté.

Un garde civil qui était dans la maison située en face de celle d'où la bombe a été lancée, a reconnu Moran, ou Duan, qu'il avait arrêté comme suspect à Barcelone. Il fixa ensuite son attention sur Hamilton.

Le garde alla après l'attenat à la gare pour surveiller tous les voyageurs et reconnut à 9 heures du matin Hamilton qu'il arrêta aussitôt. Hamilton avait rasé ses moustaches. Il est de haute taille, blond et paraît âgé de 35 à 40 ans.

La foule présente à son arrestation voulut le lyncher. La garde qui a arrêté Hamilton affirme que le véritable auteur de l'attentat est Moran.

Le nombre des victimes

Une note d'allure officieuse dit que le nombre des morts est devingt et qu'il y a une cinquantaine de blessés.

Deux des blessés hier par l'explosion de la bombe sont morts cet après-midi.

On suppose que les auteurs de l'attentat en ont été les propres victimes. En effet, un individu a été trouvé mort sur le balcon du troisième étage de la maison d'où la bombe a été lancée.

Le programme des fêtes de Madrid n'a pas été changé. L'enterrement des victimes aura lieu après les fêtes et donnera lieu à de grandes solennités.

La robe nuptiale de la reine, qui avait été maculée de sang, sera probablement déposée à l'église de Almudena située en face de l'endroit où la bombe a éclaté.

Les perquisitions continuent mais sans résultat. Le signalement de l'auteur présumé de l'attentat ne correspond à aucun des 800 anarchistes dont la police internationale possède les fiches.

Le journal « Epoca » dit que le nombre des morts est de 13 militaires et 11 civils. Il y a 26 militaires et 24 civils blessés grièvement et de nombreux blesés légèrement.

Le roi atteint d'un éclat de bombe

Madrid, 1er juin. — On apprend maintenant que le roi Alphonse a été atteint à la poitrine par un fragment de la bombe qui a fait tant de victimes. Ce fragment s'est écrasé contre la chaîne de l'Ordre portugais de Santiago que portait le roi. La chaîne fut brisée mais empêcha le projectile de pénétrer dans la poitrine du roi.

Alphonse et la reine sont sortis aujourd'hui en automobile avant le lunch et le public leur a fait une chaude ovation. La foule se précipitait à la suite de l'automobile en criant : « Vive le roi ! Vive la Reine ! »

Désarroi policier

L'incurie de la police espagnole est très sévèrement jugée dans les milieux officiels et diplomatiques. On la rend responsable de l'attentat de Madrid.

Alors que les gouvernements étrangers déléguaient à Madrid leurs meilleurs agents pour la surveillance des anarchistes de toutes nationalités, la police espagnole ne contrôlait même pas les allées et venues des anarchistes de Barcelone qui ont, sans aucune surveillance, gagné Madrid.

Au moment de l'attentat, agents et gardes civils ont perdu complètement la tête. Le roi fut le seul à garder son sang-froid. Placé en face de la reine dans le carrosse il se précipita vers elle pour la couvrir de son corps et, après s'être assuré qu'elle n'était pas blessée, s'empressa de rassurer la foule dès qu'il eut pied à terre. Quant à la police, elle commença une charge contre la foule avant de songer à cerner la maison d'où avait été lancée la bombe. Lorsque les agents pénétrèrent dans cette maison, ils restèrent deux heures à la fouiller de fond en comble, persuadés que l'auteur de l'attentat n'avait pu s'échapper, mais sans se préoccuper de savoir s'il n'avait pas trouvé une issue en passant par l'une des maisons avoisinantes. Ce n'est que longtemps après le commencement des recherches qu'on songea à visiter les immeubles voisins.

Le Sud-Express partant le soir même à 8 heures, n'avait été l'objet d'aucune surveillance en quittant Madrid. C'est seulement à 2 heures du matin que fut envoyé à Valladolid l'ordre de faire inspecter le train par des agents de la sreté et de contrôler l'identité des voyageurs.

FEUILLETON DU 2 JUIN. — N. 131

MEMOIRES D'UN MEDECIN

Joseph BALSAMO

par Alexandre DUMAS

LXIV

— Ecoutez, c'est impossible à décrire, c'était une machine, élevée au-dessus de la terre comme un échafaud, mais à cet échafaud s'adaptaient comme les deux montants d'une échelle, et entre ces deux montants glissait un couteau, un couperet, une hache. Je voyais cela, et, chose étrange, je voyais aussi ma tête au-dessous du couteau. Le couteau glissa entre les deux montants, et sépara de mon corps ma tête, qui tomba et roula à terre. Voilà ce que j'ai vu, Monsieur, voilà ce que j'ai vu.

— Pure hallucination, Madame, dit le dauphin ; je connais à peu près tous les instruments de supplice à l'aide desquels on donne la mort, et celui-là n'existe point, ras surez-vous donc.

— Hélas ! dit Marie-Antoinette, hélas ! je ne puis chasser cette odieuse pensée. J'y fais ce que je puis cependant.

— Vous y parviendrez, Madame, dit le dauphin en se rapprochant de sa femme ; il y a près de vous, à partir de ce moment, un ami affectueux, un protecteur assidu.

— Hélas ! répéta Marie-Antoinette en fermant les yeux et en se laissant retomber sur son fauteuil.

Le dauphin se rapprocha encore de la princesse, et elle put sentir le souffle de son mari effleurer sa joue.

En ce moment, la porte par laquelle était entré le dauphin s'entr'ouvrit doucement, et un regard curieux, avide, le regard de Louis XV, perça la pénombre de cette vaste chambre, que deux bougies demeurées seules éclairaient à peine en coulant à flots sur le chandelier de vermeil.

Le vieux roi ouvrait la bouche pour formuler sans doute à voix basse un encouragement à son petit-fils, lorsqu'un fracas qu'on ne saurait exprimer retentit dans le palais, accompagné cette fois de l'éclair qui avait toujours précédé les autres détonations ; en même temps une colonne de flamme blanche, diaprée de vert, se précipita devant la fenêtre, faisant éclater toutes les vitres et écrasant une statue située sous le balcon ; puis, après un déchirement épouvantable ,elle remonta au ciel et s'évanouit comme un météore.

Les deux bougies s'éteignirent enveloppées par la bouffée de vent qui s'engouffra dans la chambre. Le dauphin, épouvanté, chancelant, ébloui, recula jusqu'à la muraille contre laquelle il demeura adossé.

La dauphine, à demi évanouie, alla tomber sur les marches de son prie-Dieu et y demeura ensevelie dans la plus mortelle torpeur.

Louis XV, tremblant, crut que la terre allait s'abîmer sous lui et regagna, suivi de Lebel, ses appartements déserts.

Pendant ce temps, au loin s'enfuyait, comme une volée d'oiseaux effarés, le peuple de Versailles et de Paris, éparpillé par les jardins, par les routes et par les bois, poursuivi dans toutes les directions par une grêle épaisse, qui, déchiquetant les fleurs dans le jardin, les feuillages dans la forêt, les seigles et les blés dans les champs, les ardoises et les fines sculptures sur les bâtiments, ajoutait le dégât à la désolation.

La dauphine, le front dans ses mains, priait avec des sanglots.

Le dauphin regardait d'un air morne et insensible l'eau qui ruisselait dans la chambre par les vitres brisées et qui reflétait sur le parquet, en nappes bleuâtres, les éclairs non interrompus pendant plusieurs heures.

Cependant tout ce chaos se débrouilla au matin ; les premiers rayons du jour, glissant sur des nuages cuivrés, découvrirent aux yeux les ravages de l'ouragan nocturne.

Versailles n'était plus reconnaissable.

La terre avait bu ce déluge d'eau ; les arbres avaient absorbé ce déluge de feu ; partout de la fange et des arbres brisés, tordus, calcinés par ce serpent aux brûlantes étreintes qu'on appelle la foudre.

Louis XV, qui n'avait pu dormir, tant sa terreur était grande, se fit habiller à l'aurore par Lebel, qui ne l'avait point quitté, et retourna par cette même galerie, où grimaçaient honteusement, aux livides lueurs du petit jour, les peintures que nous connaissons, peintures faites pour être encadrées dans les fleurs, les cristaux et les candélabres enflammés.

Louis XV, pour la troisième fois depuis la veille, poussa la porte de la chambre nuptiale, et frissonna en apercevant le prie-Dieu, renversé, pâle avec des yeux violacés comme ceux de la sublime Madeleine de Rubens, la future reine de France, dont le sommeil avait enfin suspendu les douleurs, et dont l'aube azurait la robe blanche avec un religieux respect.

Au fond de la chambre, sur un fauteuil adossé à la muraille, reposait, les pieds chaussés de soie, étendus dans une mare d'eau, le dauphin de France, aussi pâle que sa jeune épouse, et, comme elle, ayant la sueur du cauchemar au front.

Le lit nuptial était comme le roi l'avait vu la veille.

Louis XV fronça le sourcil, une douleur qu'il n'avait point ressentie encore traversa comme un fer rouge ce front glacé par l'égoïsme, alors même que la débauche essayait de le réchauffer.

Il secoua la tête, poussa un soupir et rentra dans son appartement, plus sombre et plus effrayé peut-être à cette heure qu'il ne l'avait été dans la nuit.

LXV

Andrée de Taverney

Le 30 mai suivant, c'est-à-dire le surlendemain de cette effroyable nuit, nuit, comme l'avait dit Marie-Antoinette, pleine de présages et d'avertissements, Paris célébrait à son tour les fêtes du mariage de son roi futur. Toute la population, en conséquence, se dirigea vers la place Louis XV, où devait se tiré le feu d'artifice, ce complément de toute grande solennité publique que le Parisien prend en badinant, mais dont il ne peut se passer.

L'emplacement était bien choisi. Six cent mille spectateurs pouvaient circuler à l'aise. Autour de la statue équestre de Louis XV, des charpentes avaient été disposées circulairement, de façon à permettre la vue du feu à tous les spectateurs de la place, en élevant ce feu de dix à douze pieds au-dessus du sol.

Les Parisiens arrivèrent, selon leur habitude, par groupes, et cherchèrent longtemps les meilleures positions, privilège inattaquable des premiers venus.

Les enfants trouvèrent des arbres, les hommes graves des bornes, les femmes des garde-fous, des fossés et des échafaudages mobiles dressés en plein vent par les spéculateurs bohèmes comme on en trouve à toutes les fêtes parisiennes, et à qui une riche imagination permet de changer de spéculation chaque jour.

Vers sept heures du soir, avec les premiers curieux, on vit arriver quelques escouades d'archers

Le service de surveillance ne se fit point par les gardes-françaises, auxquelles le bureau de la ville ne voulut pas accorder la gratification de mille écus demandée par le colonel maréchal duc de Biron.

Ce régiment était à la fois craint et aimé de la population, près de laquelle chaque membre de ce corps passait à la fois pour un César et pour un Mandrin. Les gardes-françaises, terribles sur le champ de bataille, inexorables dans l'accomplissement de leurs fonctions, avaient, en temps de paix et hors du service, une affreuse réputation de bandits ; en tenue, ils étaient beaux, vaillants, intraitables, et leurs évolutions plaisaient aux femmes et imposaient aux maris. Mais libres de la consigne disséminés en simples particuliers dans la foule, ils devenaient la terreur de ceux dont la veille ils avaient fait l'admiration, et persécutaient fort ceux qu'ils allaient protéger le lendemain.

Or, la ville, trouvant dans ses vieux ressentiments contre ces coureurs de nuit et ces habitués de tripots une raison de ne pas donner les mille écus aux gardes-françaises, la ville, disons-nous, envoya ses seuls archers bourgeois, sous ce prétexte spécieux, du reste, que dans une fête de famille, pareille à celle qui se préparait, le gardien ordinaire de la famille devait suffire.

On vit alors les gardes-françaises en congé se mêler aux groupes dont nous avons parlé, et, licencieux autant qu'ils eussent été sévères, causer dans la foule, en leur qualité de bourgeois de guérite, tous les petits désordres qu'ils eussent réprimés de la crosse, des pieds et du coude, voire même de l'arrestation, si leur chef, leur César Biron, eût eu le droit de les appeler ce soir-là soldats.

Les cris des femmes, les grognements des bourgeois, les plaintes des marchands dont on mangeait gratis les petits gâteaux et le pain d'épice, préparaient un faux tumulte avant le vrai tumulte qui devait naturellement avoir lieu quand six cent mille curieux seraient réunis sur cette place, et ils animaient la scène de manière à reproduire, vers les huit heures du soir sur la place Louis XV, un vaste tableau de Teniers avec des grimaces françaises.

Après les gamins parisiens, à la fois les plus serrés et les plus paresseux du monde connu, se furent placés ou hissés, que les bourgeois et le peuple eurent pris position, arrivèrent les voitures de la noblesse et de la finance.

Aucun itinéraire n'avait été tracé ; elles débouchèrent donc sans ordre par les rues de la Madeleine et Saint-Honoré, amenant aux bâtiments neufs ceux qui avaient reçu des invitations pour les fenêtres et les balcons du gouverneur, fenêtres et balcons d'où l'on devait voir le feu admirablement.

Ceux des gens à voiture qui n'avaient pas d'invitations laissèrent leurs carrosses au tournant de la place et se mêlèrent à pied, précédés de leurs valets, à la foule toute serrée déjà, mais qui laisse toujours de la place à quiconque sait la conquérir.

(A suivre).